

**CANADA LANDS COMPANY CLC
LIMITED**

***PRIVACY ACT*
ANNUAL REPORT
FOR REPORTING PERIOD OF
APRIL 1, 2017 TO MARCH 31, 2018**

Introduction

The *Privacy Act* came into force in 1983. It gives Canadian citizens and people present in Canada the right to have access to information that is held about them by the federal government. It also protects unauthorized disclosure of that personal information. In addition, it strictly controls how the government will collect, use, store, disclose and dispose of any personal information.

In accordance with the provisions of section 72, Canada Lands Company CLC Limited (CLC) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

Mandate of Canada Lands Company CLC Limited

CLC is the core real estate subsidiary of Canada Lands Company Limited. CLC has the same principal goal in its policy mandate as its parent company, to ensure the commercially oriented, orderly disposition of selected surplus federal real properties with optimal value to the Canadian taxpayer and the holding and managing of certain properties. This was laid out by the government in 1995 and then reconfirmed in 2001. The realization of optimal value recognizes financial value, economic stimulation and the strengthening of the quality of life in communities where the Company operates.

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA
CLC LIMITÉE**

***LOI SUR LA PROTECTION DES
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*
RAPPORT ANNUEL
POUR LA PÉRIODE DU
1^{er} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018**

Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* est entrée en vigueur en 1983. Elle garantit aux citoyens canadiens et aux personnes présentes au Canada l'accès à l'information à leur sujet qui est détenue par le gouvernement fédéral. La Loi les protège également de la divulgation non autorisée de ces renseignements personnels. De plus, elle place des contrôles très stricts sur la façon dont le gouvernement peut recueillir, utiliser, entreposer et divulguer des renseignements personnels, et sur la façon dont il peut en disposer.

Conformément aux dispositions de l'article 72, la Société immobilière du Canada CLC Limitée (SIC) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

Mandat de la Société immobilière du Canada CLC Limitée

La SIC est la principale filiale immobilière de la Société immobilière du Canada limitée. La SIC a le même mandat que la société mère, soit de se charger de l'aliénation de certains biens immobiliers excédentaires de façon ordonnée et à des fins commerciales, afin de procurer la plus grande valeur possible aux contribuables canadiens, ainsi que de détenir et gérer certaines propriétés. Ce mandat, qui lui avait été confié par le gouvernement en 1995, a été confirmé en 2001. La réalisation de la valeur optimale englobe la valeur financière, la stimulation économique et la contribution à la qualité de la vie dans les collectivités où l'entreprise exerce ses activités.

CLC's role is further elaborated on in Treasury Board's Policy on the Management of Real Property and Directive on the Sale or Transfer of Surplus Real Property. The surplus properties disposed of by CLC are identified as strategic. Strategic real properties are properties or portfolios of properties with potential for significantly enhanced value, those that are highly sensitive, or a combination of these factors. Because of the complexity associated with these properties, they may require innovative efforts and a comprehensive management approach to move them into the market.

Activities Regarding the *Privacy Act*

All responsibilities regarding the administration of the *Privacy Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A law clerk is assisting the Corporate Secretary in managing privacy activities.

Statistical Report

One (1) request resulted in no records existing pursuant to the *Privacy Act* during the reporting period.

Numbers are on par with previous reporting periods.

For the reporting period, CLC did not receive consultation requests from other Government of Canada institutions and organizations.

Le rôle de la SIC est décrit plus précisément dans la Politique sur la gestion des biens immobiliers et dans la Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires du Conseil du Trésor. Les biens immobiliers que la SIC cède sont désignés stratégiques. Les biens immobiliers stratégiques sont des biens ou des portefeuilles de biens dont la valeur peut être accrue de manière significative ou qui sont d'une importance névralgique – ou une combinaison de ces facteurs. En raison de l'aura de complexité entourant ces biens, il peut s'avérer nécessaire d'innover et de recourir à une approche de gestion englobante pour les mettre sur le marché.

Activités relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* incombent au Secrétaire général qui relève directement du Président et premier dirigeant de la société. Ce dernier, étant responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs que confère la Loi. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

Une légiste assiste le secrétaire général dans la protection des renseignements personnels.

Rapport statistique

Une (1) demande n'a donné lieu à aucun dossier existant en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels pendant la période visée par le rapport.

Les chiffres sont équivalents aux périodes précédentes.

Au cours de la période visée par le présent rapport, la SIC n'a pas reçu de demande de consultation provenant de d'autres institutions et organisations du gouvernement du Canada.

Privacy Act Training

No *Privacy Act* training was undertaken during the reporting period.

Institution-specific Privacy Policies

CLC did not develop any new or revised privacy policies or procedures during the reporting period.

Privacy Impact Assessments

CLC conducted no privacy impact assessments during the 2017-2018 period.

Data Matching and Data Sharing Activities

CLC did not undertake any of these activities during the reporting period.

Education and Awareness

No sessions regarding the Act were given during the reporting period.

Disclosure of Personal Information

During the reporting period, CLC has not disclosed any personal information to third parties in accordance with paragraphs 8(2)(e), (f), (g) and (m) of the Act.

Complaints and Appeals

No complaints were filed with the Privacy Commissioner and no appeals were filed with the Federal Court during the reporting period.

Des activités d'éducation et de formation en matière de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Aucune activité d'éducation et de formation en matière de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* n'a été entreprise au cours de la période visée.

Politiques et procédures institutionnelles

La SIC n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à la protection de la vie privée au cours de la période en question.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

La SIC n'a entrepris aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée durant la période visée par ce rapport.

Activités de couplages et d'échanges de données

La SIC n'a entrepris aucune activité de couplage et d'échange de données durant la période visée par le rapport.

Éducation et sensibilisation

Aucune session au sujet de la Loi n'a été donnée durant la de rapport.

Divulgence de renseignements personnels

Durant la période visée par ce rapport, la SIC n'a divulgué aucun renseignement personnel à de tierces parties en vertu des alinéas 8(2)(e), (f), (g) et (m) de la Loi.

Plaintes et recours judiciaires

Aucune plainte n'a été déposée auprès du Commissaire à la protection de la vie privé et aucun appel à la Cour fédérale n'a été entamé au cours de la période en question.

Monitoring the Time to Process Requests

CLC did not conduct any monitoring of the time to process privacy requests and requests for the correction of personal information during the reporting period.

Material Privacy Breaches

No material privacy breach occurred during the reporting period.

Disclosures made pursuant to Paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act*

No disclosures were made under paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act* during the reporting period.

Suivi du Temps Requis pour Traiter les Demandes

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à des renseignements personnels et des demandes de correction de renseignements personnels n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

Cas d'Atteinte Substantielle

Aucun cas d'atteinte substantielle à la vie privée n'a eu lieu au cours de la période en question.

Divulgations faites en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période en question.

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *protection des renseignements personnels*

The President and Chief Executive Officer of Canada Lands Company CLC Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the Chief Executive Officer as the head of the government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This Designation Order supersedes all previous Designation Orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président et chef de la direction de la Société immobilière du Canada CLC limitée délègue au titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ainsi qu'à la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par les articles des *Loi* mentionnées en regard de chaque poste. Le présent décret de délégation remplace et annule tout décret antérieur.

Position/Poste	<i>Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès à l'information et Règlement</i>	<i>Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
Corporate Secretary/ Secrétaire général	Full authority / Autorité absolue	Full authority / Autorité absolue

Dated, in the City of Toronto
this 3rd day of April, 2017

Date, à la ville de Toronto
ce 3^e jour de avril 2017



John McBain

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Access to Information Act
Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of government institutions	X
7(a)	Notice when access requested	X
7(b)	Giving access to record	X
8(1)	Transfer of request to another government institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Additional fees	X
12(2)(b)	Language of access	X
12(3)(b)	Access in an alternative format	X
13	Exemption - Information obtained in confidence	X
14	Exemption - Federal-provincial affairs	X
15	Exemption - International affairs and defence	X
16	Exemption - Law enforcement and investigations	X
16.5	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
17	Exemption - Safety of individuals	X
18	Exemption - Economic interests of Canada	X
18.1	Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exemption - Personal information	X
20	Exemption - Third-party information	X
21	Exemption - Operations of Government	X
22	Exemption - Testing procedures, tests and audits	X
22.1	Exemption - Audit working papers and draft audit reports	X
23	Exemption - Solicitor-client privilege	X
24	Exemption - Statutory prohibitions	X
25	Severability	X
26	Exception - Information to be published	X
27(1), (4)	Third-party notification	X

Section	Description	Corporate Secretary
28(1)(b), (2), (4)	Third-party notification	X
29(1)	Where the Information Commissioner recommends disclosure	X
33	Advising Information Commissioner of third-party involvement	X
35(2)(b)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party (application to Federal Court for review)	X
44(2)	Notice to applicant (application to Federal Court by third party)	X
52(2)(b), (3)	Special rules for hearings	X
71(1)	Facilities for inspection of manuals	X
72	Annual report to Parliament	X
	Access to Information Regulations	X
6(1)	Transfer of Request	X
7 (2)	Search and preparation fees	X
7 (3)	Production and programming fees	X
8	Providing access to records	X
8.1	Limitations in respect of format	X

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Privacy Act
Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclosure for research purposes	X
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Copies of requests under 8(2)(e) to be retained	X
8(5)	Notice of disclosure under 8(2)(m)	X
9(1)	Record of disclosures to be retained	X
9(4)	Consistent uses	X
10	Personal information to be included in personal information banks	X
14	Notice where access requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
17(3)(b)	Access to personal information in alternative format	X
18(2)	Exemption (exempt bank) - Disclosure may be refused	X
19(1)	Exemption - Personal information obtained in confidence	X
19(2)	Exemption - Where authorized to disclose	X
20	Exemption - Federal-provincial affairs	X
21	Exemption - International affairs and defence	X
22	Exemption - Law enforcement and investigation	X
22.3	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
23	Exemption - Security clearances	X
24	Exemption - Individuals sentenced for an offence	X
25	Exemption - Safety of individuals	X
26	Exemption - Information about another individual	X
27	Exemption - Solicitor-client privilege	X
28	Exemption - Medical record	X
31	Notice of intention to investigate	X
33(2)	Right to make representation	X

Section	Description	Corporate Secretary
35(1)	Findings and recommendations of Privacy Commissioner (complaints)	X
35(4)	Access to be given	X
36(3)	Report of findings and recommendations (exempt banks)	X
37(3)	Report of findings and recommendations (compliance review)	X
51(2)(b)	Special rules for hearings	X
51(3)	<i>Ex parte</i> representations	X
72(1)	Report to Parliament	X
	Privacy Regulations	X
9	Reasonable facilities and time provided to examine personal information	X
11(2)	Notification that correction to personal information has been made	X
11(4)	Notification that correction to personal information has been refused	X
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a qualified medical practitioner or psychologist for an opinion on whether to release information to the requestor	X
14	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a requestor in the presence of a qualified medical practitioner or psychologist	X

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0
Total	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Part 3: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

Part 4: Requests for Correction of Personal Information and Notations

Disposition for Correction Requests Received	Number
Notations attached	0
Requests for correction accepted	0
Total	0

Part 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	15(a)(i) Interference With Operations	15(a)(ii) Consultation		15(b) Translation or Conversion
		Section 70	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0

181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 8: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Part 9: Privacy Impact Assessments (PIAs)

Number of PIA(s) completed	0
----------------------------	---

Part 10: Resources Related to the *Privacy Act*

10.1 Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$1,500
Overtime	\$0
Goods and Services	\$0
• Professional services contracts	\$0
• Other	\$0
Total	\$1,500

10.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.01
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
Total	0.01

Note: Enter values to two decimal places.

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1) a) (i)	0	23 a)	0
19(1) a)	0	22(1) a) (ii)	0	23 b)	0
19(1) b)	0	22(1) a) (iii)	0	24 a)	0
19(1) c)	0	22(1) b)	0	24 b)	0
19(1) d)	0	22(1) c)	0	25	0
19(1) e)	0	22(2)	0	26	0
19(1) f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1) a)	0	70(1)	0	70(1) d)	0
69(1) b)	0	70(1) a)	0	70(1) e)	0
69.1	0	70(1) b)	0	70(1) f)	0
		70(1) c)	0	70.1	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0
Total	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

PARTIE 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0

Total	0	0	0	0	0	0	0	0
-------	---	---	---	---	---	---	---	---

5

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7- Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées

1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6

PARTIE 8 - Plaintes et enquêtes

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

PARTIE 9 - Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

PARTIE 10 - Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

10.1 Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$1,500
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$0
Total	\$1,500

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.01
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00
Étudiants	0.00
Total	0.01

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.